

[Voir cette newsletter dans votre navigateur](#)

Territoires en commun



À chaque édition de son infolettre, Territoires en Commun vous propose de découvrir une thématique d'inspiration autour des enjeux, expériences et bonnes pratiques en matière de participation citoyenne et de coopérations.

Thématique de l'édition

Faut-il repenser le statut citoyen ?

L'inclusion est une question au cœur des préoccupations des organisateurs·trices de dispositifs de participation citoyenne. Les collectivités territoriales mettent de plus en plus en place des démarches participatives pour permettre aux habitant·es de s'engager dans leur territoire. Mais pour permettre aux citoyen·nes de s'engager pleinement dans tous les espaces démocratique qui leur sont proposés, il est nécessaire de créer de meilleures conditions, notamment matérielles, comme le propose le statut du citoyen participant.

C'est un sujet qui va jusqu'à questionner les critères même de la citoyenneté car pour encourager davantage la participation citoyenne, il est essentiel de revoir la place accordée aux citoyen·nes dans notre démocratie. Disons-le, pour obtenir des dispositifs participatifs réellement inclusifs, il faut permettre à tous les habitant·es sans conditions de droit de vote, de revenus ou de catégorie sociale, de participer. En élargissant le concept de citoyenneté à celui de démocratie participative, nous pouvons redonner du pouvoir d'agir à tous les habitant·es d'un territoire. Ces démarches enrichissent ainsi les processus décisionnels et la participation à la vie politique locale. C'est le fil rouge de cette édition, pour une démocratie plus inclusive, faut-il imaginer un statut du citoyen participant ?

Découvrez l'intégralité des ressources sur [Territoires en Commun](#)



Être un citoyen de l'Union européenne

Au lendemain d'un scrutin européen décisif, plus de 448 millions de personnes sont des citoyen·nes européen·ènnes réparti·es aux quatre coins du globe. S'identifier en tant que citoyen·ne européen·ène en complément de sa citoyenneté nationale n'est pas toujours évident. En l'absence d'informations claires, il est compréhensible de se sentir perdu dans ce système qui semble complexe et éloigné. Les langues (24 langues officielles pour l'Union européenne), les coutumes, les rites et les religions y sont différents. Cependant, en tant que citoyen·nes européen·ènnes, nous avons aussi un ensemble de valeurs, de droits et de pouvoirs en commun.

Cette note, à destination de toutes et tous, vise à encapaciter chacun et chacune d'entre nous, en rappelant le rôle des différentes instances, ainsi que le pouvoir des citoyens citoyen·nes au sein de celles-ci. Ce dossier sur les bases de l'Union européenne s'appuie également sur une interview de l'eurodéputé Alin Mituta réalisée par Décider ensemble sur le futur de la participation citoyenne dans l'Union.

[Découvrez le rapport](#)

Articles, projets démocratiques et expériences territoriales pour vous inspirer



Vers une clarification de la participation citoyenne en France

TSANTSA

*Revue de la Société Suisse d'Ethnologie
Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft
Rivista dell'Associazione Svizzera di Antropologia
Journal of the Swiss Anthropological Association*

Être jeune, privé de statut légal et citoyen, est-ce possible ?

Cet article est basé sur un projet de recherche qualitative explorant la manière dont les jeunes Latino-Américains sans papiers vivant en Suisse vivent la transition de l'enfance à l'âge adulte.

Cet article d'une revue juridique examine les dispositifs participatifs existants en France et leurs sources légales, tels que les référendums, les consultations citoyennes et les conseils de quartier. Il explicite dans quelle mesure une reconnaissance constitutionnelle de la démocratie participative et l'établissement d'un statut juridique pour les citoyen·nes participant·es contribuent à renforcer leur rôle dans le processus décisionnel.

[En savoir plus](#)

Les résultats suggèrent que, malgré leur statut légal, ces jeunes font preuve de formes actives et horizontales de citoyenneté. Cette citoyenneté est acquise par la participation politique, y compris les manifestations en faveur des « étrangers illégaux », mais aussi par l'engagement dans un large éventail d'activités sociales, y compris la participation à des activités sportives et culturelles. En outre, la position de ces jeunes à l'égard de l'État, qui les considère comme des marginaux, et leurs attitudes à l'égard de la police, sont en fait aussi des formes de citoyenneté, dans le sens où elles s'opposent au modèle dominant.

[En savoir plus](#)


Le droit d'interpellation citoyenne de la Ville de Poitiers

La ville de Poitiers a intégré le droit d'interpellation à sa politique de participation citoyenne. Ce droit concerne tous·tes les habitant·es de la ville, de 16 ans et plus, de nationalité française et étrangère. Il permet à tous·tes citoyens·nes d'interpeller les élus·es de la ville et de mettre un sujet qu'ils·elles considèrent comme prioritaire à l'agenda politique de manière plus directe.

Cette initiative vise à renforcer la participation citoyenne et à donner à chacun et chacune une voix dans les décisions municipales, indépendamment de sa nationalité.



Le Plan d'action national du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) pour la France 2024-2026

En décembre 2023, à travers l'impulsion conjointe de Transparency International et Démocratie Ouverte, le gouvernement français réadhère au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO). Cette réadhésion est un symbole important : la France est un acteur historique du PGO, à travers une implication depuis 2014. Au-delà du symbole, le gouvernement s'est doté d'un plan d'action visant à renforcer les trois piliers de la démocratie ouverte et comportant des promesses ambitieuses telles que l'instauration d'un statut de citoyen participant.

[En savoir plus](#)[En savoir plus](#)

Le concept de l'édition : le Gouvernement Ouvert

Le gouvernement a livré le plan d'action national 2024-2026 pour la France dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO).

En septembre 2023, au retour du Sommet mondial de Tallinn en Estonie, Démocratie Ouverte alertait sur l'urgence de relancer le processus de co-construction du plan d'action qui devait être livré avant le 31 décembre 2023. Après plusieurs réunions avec le cabinet du Ministère du renouveau démocratique, et sous l'impulsion d'Olivier Véran, la Direction interministérielle de la Transformation publique (DITP) a relancé le chantier à temps. Transparency International France et Démocratie Ouverte ont mobilisé leur réseau de partenaires et de membres à l'occasion de deux ateliers de co-construction. Aux côtés des référents PGO dans les administrations de l'État, plus de 10 organisations de la société civile ont porté des mesures concrètes : A Voté, Tous Élus, Anticor, ACTE, DebatLab, Les Budgets Participatifs, UNICEF France, Parlons Démocratie, Décider Ensemble et La 27e Région.

Ce 4e plan d'action axé sur le renouveau démocratique se fonde sur trois grandes orientations :

- Améliorer et renforcer les pratiques de participation citoyenne et d'innovation démocratique pour rapprocher les citoyen·nes de la prise de décision publique
- Renforcer l'inclusion et l'engagement citoyen sur l'ensemble du territoire national autour des grands défis de politiques publiques
- Mettre le numérique au service d'une action publique plus transparente et plus participative

Sur les 17 engagements de ce plan d'action, plusieurs constituent des avancées concrètes pour améliorer la démocratie, plébiscitées de longue date par de nombreuses organisations de la société civile du champ de l'innovation démocratique.

Plus particulièrement :

- La définition d'un cadre pour un statut du citoyen participant (indemnisation, congé citoyen, valorisation des compétences acquises) est une avancée historique pour une démocratie plus inclusive.
- La facilitation (ou l'actualisation) de l'inscription sur les listes électorales via un parcours numérique optimisé est un préalable à une démocratie plus représentative.
- Le plan de formation des agents publics aux méthodes et outils de l'intelligence collective et à la participation citoyenne est un signal fort pour une démocratie plus collaborative.

- L'état des lieux des démarches de participation et d'innovation démocratique permettra une démocratie plus participative.

Après le travail réalisé par la DITP pour livrer ce plan d'action, il reste désormais à mettre en œuvre ces engagements pour les transformer en réformes concrètes. La première d'entre elles et la plus urgente porte sur la méthode du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert : la création d'un forum de co-construction entre l'État et la société civile pour continuer de mettre à jour ce plan d'action, assurer la recevabilité devant les ONG et préparer les prochains travaux. La création de ce « forum ouvert » constitue un engagement clef du PGO, que la France est l'un des derniers pays européens à ne pas avoir concrétisé. Cette victoire doit être celle qui permettra, demain, de mettre le PGO au service de tous les enjeux de société.

Si le rapport précise que « Le Gouvernement ouvert constitue une brique importante du nouveau modèle démocratique que la France souhaite incarner et promouvoir », il offre aussi une feuille de route claire du renouveau démocratique pour le Gouvernement français.

Ce 4e plan d'action est un tournant dans la dynamique du PGO en France. Le concept de gouvernement ouvert n'est pas qu'un enjeu technique, l'ouverture du gouvernement est aussi un moyen efficace pour renforcer nos démocraties face à la montée des populismes et des nationalismes partout dans le monde.

Plan d'action national pour la France 2024-2026

Actualités des partenaires de Territoires en Commun



Pour en finir...

Atelier "Transition écologique : redonner le pouvoir aux

L'Institut de la concertation et de la participation citoyenne (ICPC) a rédigé une critique de l'ouvrage "Pour en finir avec la démocratie participative" de Manon Loisel et Nicolas Rio, qui suggère d'abandonner la démocratie participative. Les membres de l'ICPC défendent cette pratique, soulignant que, malgré ses imperfections, elle a contribué à transformer les processus décisionnels et à renforcer la démocratie en France. Ils·elles arguent que les expériences participatives, bien que parfois décevantes, permettent d'informer les citoyen·nes, de stimuler le dialogue et d'engager la population dans la prise de décision publique. Rejeter ces initiatives serait dangereux et contre-productif. Ils ·elles préconisent plutôt de continuer à améliorer et soutenir la démocratie participative pour renforcer la démocratie dans son ensemble.

jeunes pour le climat"

Beaucoup de jeunes, bien que conscients de l'urgence climatique, se sentent mal informés sur les moyens d'agir. L'atelier du LabCamp vise à combler ce fossé en impliquant les jeunes dans la transition écologique. Les objectifs sont de fournir des outils concrets pour agir localement, de renforcer l'engagement collectif et de co-créer des solutions pour influencer les décisions locales.

Les sessions ont lieu :

- Les 18 & 19 juin à Lille.
- Les 9 & 10 juillet à Loos-en-Gohelle.

Le programme inclut discussions, exercices pratiques, et ateliers interactifs, avec l'accompagnement d'experts en participation citoyenne. C'est une occasion unique pour les jeunes de s'engager, d'apprendre et de faire entendre leur voix pour le climat.

[Lire l'article](#)
[En savoir plus](#)


Participation et engagement des jeunes en France et en Europe

Cette seconde publication du cycle Europe de Décider Ensemble marque le début de nouvelles publications destinées à encourager et approfondir des sujets clés influençant la participation citoyenne.

Cette ressource se concentre sur la participation des jeunes en France et dans l'Union européenne, remettant en cause les stéréotypes sur leur faible engagement.

Les ateliers interactifs de l'ANCT

Le programme Territoires d'engagement de l'ANCT propose aux élu·es locaux·ales et aux agents territoriaux un espace d'échanges entre pairs, pour croiser les regards et les expériences autour des grands enjeux qui font l'actualité des collectivités. 6 nouveaux cycles d'ateliers interactifs sont prévus :

- Élus, agents dans les situations de tensions avec les parties prenantes, quelle posture adopter ?
- Forêts : comment coopérer pour en prendre soin ?



Dans le contexte des élections européennes des 8 et 9 juin 2024 en France, Décider Ensemble propose une analyse approfondie du lien entre participation citoyenne et jeunesse. Contrairement aux idées reçues, les jeunes ne sont pas moins engagés que leurs aînés, mais ils le sont différemment. Ce document explore l'éloignement des formes traditionnelles de participation et suggère des moyens de mieux intégrer les jeunes dans les politiques publiques européennes, nationales et locales.

- Territoires de montagnes : créer les conditions du dialogue pour faire face aux nouveaux dilemmes.
- Solidarité, accueil et casse-tête de l'accès aux droits : quels leviers à l'échelle territoriale ?
- L'eau, ressource rare : comment préserver le partage du premier des biens communs ?
- Un an après les émeutes de l'été 2023 : renouer le dialogue.

[En savoir plus](#)
[En savoir plus](#)

A vos agendas !

REPC 2024 : Comment la participation peut-elle accompagner les transitions de demain ?

La 8e édition des Rencontres européennes de la participation se déroulera du 1er au 3 juillet 2024 à Toulouse et les 4 et 5 juillet 2024 à distance. Les inscriptions sont ouvertes et il est possible de bénéficier de réductions sous conditions.

[En savoir plus](#)

Conférence Régionale de la Vie Associative

Le mardi 2 juillet 2024, Le Mouvement associatif Bourgogne-Franche-Comté organise la deuxième édition de la Conférence Régionale de la Vie Associative à Besançon. Cette journée, sera rythmée par différents ateliers et de tables rondes sur la thématique de la démocratie. Deux axes de travail seront abordés : comment les associations participent à la démocratie dans notre pays et de quelle manière la font-elles vivre ?

Invitation à un plan de résistance démocratique

Démocratie Ouverte vous convie le lundi 24 juin à 19h30 pour élaborer un plan de résistance démocratique face à la montée de l'extrême droite en France. À la suite des élections européennes, où l'extrême droite a remporté une victoire significative, il est crucial d'agir. Nous invitons citoyens, acteurs de la société civile, élus, chercheurs et professionnels à se rassembler pour identifier les risques contre la démocratie et mettre en œuvre des actions concrètes pour protéger nos acquis démocratiques.

[En savoir plus](#)[En savoir plus](#)

Je suis une collectivité et je souhaite partager mes événements

Envoyez vos actualités à Territoires en Commun à cette adresse :

editorialisation@territoires-en-commun.fr

Des questions ou des commentaires ?

Territoires en commun



anct agence nationale
de la cohésion
des territoires

décider
ENSEMBLE

INSTITUT
CONCERTATION
PARTICIPATION
CITOYENNE

BANQUE des
TERRITOIRES

DÉMOCRATIE
OUVERTE

Contenus en Creative Commons 2024 Territoires en commun. N'hésitez pas à partager !

Notre adresse :

Vous voulez changer vos préférences de réception ?

Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désinscrire](#)